

DISCOURS 14 juin 2018

Après le succès des manifestations, dont celle des retraités du 15 mars qui a rassemblé plus de 200.000 participants dans 160 villes, le gouvernement de MACRON a conduit le premier ministre à effectuer un petit geste d'exonération de la hausse de la CSG pour quelques retraités.ées.

Nous ne saurions nous satisfaire de cette mesure, nous exigeons le retrait de la hausse de la CSG.

MACRON et son gouvernement poursuivent leur politique en faveur des riches, des banquiers et des actionnaires.

Les cadeaux fiscaux aux riches, comme la suppression de l'ISF, aux entreprises sans contrepartie sur l'emploi et les salaires, représentent des dizaines de milliards d'euros.

La fraude fiscale, à elle seule, coûte au budget de la France 80 à 100 milliards par an.

La CGT avec les organisations FO, CFTC, CGC, Solidaires, FSU, se prononce clairement pour :

- L'annulation de la hausse de la CSG,
- La revalorisation des pensions et retraites,
- Le pouvoir d'achat des retraités ne cesse, chaque année, de diminuer de 1% à 1,2%,
- c'est ainsi que depuis 1993, c'est une perte de près de 30%, c'est inacceptable, il faut réagir !

A ce jour, le prix des énergies ne cessent d'augmenter :

Exemple :

- Les carburants près de 50 centimes d'euros en 1 an toujours plus de taxes pour ce gouvernement.
- Le Gaz plus 6,5% au 1^{er} juillet après déjà une augmentation de 2,5% fin de l'année 2017,

Ce n'est pas ces réformes sur les remboursements des lunettes, des produits auditifs, ou dentaires applicables en 2021 qui peut compenser notre pouvoir d'achat.

Ce que le Gouvernement Macron – Philippe oublie de dire c'est l'augmentation des assurances SANTÉ dites Mutuelles qui ont augmentées de 43% en 13 ans.

De plus ce gouvernement ose dire qu'il y a trop d'aides sociales en France et se donne le droit d'attaquer de front nos retraites avec une réforme néfaste aux travailleurs futurs retraités, même tous les retraités seront concernés par cette réforme.

Pour la CGT, il est nécessaire d'amplifier les luttes et ont LACHE RIEN.

Dans les EHPAD, la situation continue de se dégrader, tant pour les résidents que pour les personnels et ce n'est pas les mesurette de la ministre qui vont améliorer la situation.

Après le lundi de Pentecôte pour le financement des EHPAD, le gouvernement a l'ambition d'une nouvelle journée de travail gratuite pour les salariés.ées, et de s'attaquer aux prestations sociales, aux régimes des retraites avec l'objectif de supprimer le système par répartition de la sécurité sociale.

C'est tout bénéfique pour les patrons, qui en plus exigent une baisse des cotisations sociales.

La CGT se prononce pour un droit universel du financement des EHPAD dans le cadre de la Sécurité Sociale, **le développement d'un grand service public à la personne qui comprend aussi le développement de la prévention.**

Le FINANCEMENT c'est :

Mettre fin aux exonérations des cotisations sociales des entreprises,

Sanctionner sévèrement la fraude fiscale,

Augmenter les salaires, c'est augmenter le budget de la Sécurité Sociale !

UNION SECTIONS LOCALES
RETRAITÉS CGT
44600 ST NAZAIRE

Le Secrétaire
AVBARBIER - Jumas
Francis